

OMPI/GEO/MVD/01/2

ORIGINAL: anglais

DATE: 13 novembre 2001



DIRECCIÓN NACIONAL DE LA PROPIEDAD INDUSTRIAL  
MINISTERIO DE LA INDUSTRIA, DE LA ENERGÍA Y DE LOS MINEROS  
DEL URUGUAY



ORGANISATION MONDIALE DE LA  
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

## COLLOQUE SUR LA PROTECTION INTERNATIONALE DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

organisé par  
l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

et  
la Dirección Nacional de la Propiedad Industrial (DNPI),  
Ministerio de la Industria, de la Energía y de los Mineros del Uruguay

**Montevideo, 28 et 29 novembre 2001**

LA PROTECTION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES PAR L'ACCORD SUR  
LES ADPIC ET LE TRAVERS ACCOMPLI PAR L'ORGANISATION MONDIALE  
DU COMMERCE (OMC) DANS LE DOMAINE

*Document établi par Mme Dariel De Sousa  
juriste, Division de la propriété intellectuelle, OMC, Genève*

### INTRODUCTION À L'OMC ET À L'ACCORD SUR LES ADPIC

À ce jour, l'Accord sur les ADPIC est l'arrangement multilatéral le plus complet en matière de propriété intellectuelle. Il porte sur les principaux domaines de la propriété intellectuelle – le droit d'auteur et les droits connexes (c'est-à-dire les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs d'enregistrement sonore et des organismes de

radiodiffusion), les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques y compris les appellations d'origine, les dessins et modèles industriels, les brevets y compris la protection des obtentions végétales, les schémas de configuration de circuits intégrés et les renseignements non divulgués y compris les secrets d'affaires et les données expérimentales.

Pour chacun des grands domaines de la propriété intellectuelle traités dans l'Accord sur les ADPIC, celui-ci établit les normes minimales de protection que les Membres doivent prévoir. Les principaux éléments de la protection sont définis – à savoir l'objet à protéger, les droits à conférer, les exceptions admises à ces droits et la durée minimale de la protection. Avant de fixer des normes, l'accord exige, tout d'abord, le respect des obligations de fond énoncées dans les versions les plus récentes des principales conventions de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), la Convention de Paris et la Convention de Berne. L'Accord sur les ADPIC contient aussi un nombre non négligeable d'obligations supplémentaires dans des domaines que ces conventions ne traitent pas ou traitent d'une manière considérée comme insuffisante. On le désigne parfois sous le nom d'Accord "Berne et Paris plus".

La protection prévue par l'accord doit être ouverte aux titulaires de droits dans les Membres de l'OMC sans discrimination quant à leur nationalité. L'accord précise aussi en détail les procédures et recours qui doivent être remis à la disposition des titulaires de droits afin qu'ils puissent les faire respecter efficacement avec l'aide des autorités judiciaires ou d'autres organes compétents. Les différends entre Membres de l'OMC en ce qui concerne le respect de leurs obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC sont soumis au mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

Les différents droits et obligations prévus par l'Accord sur les ADPIC s'appliquent de manière égale à tous les pays membres, mais les pays en développement ont bénéficié d'une période générale de transition jusqu'en 2000 pour se mettre en conformité avec l'accord, le délai accordé aux pays les moins avancés allant jusqu'en 2006.

En ce qui concerne les indications géographiques, l'Accord sur les ADPIC est le résultat d'un compromis très délicat dans un domaine qui a été l'un des plus difficiles à négocier au cours du Cycle d'Uruguay. Ce caractère sensible peut être attribué, notamment, à une plus grande reconnaissance apparente de l'importance commerciale des indications géographiques, en particulier en ce qui concerne les produits agricoles et les denrées alimentaires, pour les pays exportateurs qui peuvent compter sur la valeur ajoutée que les indications géographiques peuvent conférer<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> "À la suite des négociations du Cycle d'Uruguay, le commerce des produits agricoles est censé suivre la discipline d'un système fondé sur des règles, ce qui devrait avoir pour conséquence de favoriser des opérations offrant une valeur ajoutée en termes de production et d'exportations agricoles, puisque les parts de marché seront de plus en plus tributaires du degré de compétitivité et non de la capacité et de la propension à accorder des subventions. Par conséquent, les investissements dans l'élaboration de produits de qualité comme des préparations alimentaires prêtes à consommer à forte valeur et d'autres aliments ou boissons pourraient augmenter. Cependant, dans le même temps, les demandes de protection contre le détournement des noms ou des marques sous lesquels les produits sont commercialisés vont croître, de même que les demandes de protection d'autres formes de propriété intellectuelle. Au cours du Cycle d'Uruguay, l'existence d'un lien a été constatée et, en particulier dans le domaine des indications géographiques, certaines délégations ont établi un lien entre la négociation d'obligations en ce qui concerne le commerce des produits agricoles et la négociation d'obligations visant à assurer une

Les dispositions de la section de l'Accord sur les ADPIC qui établissent les normes relatives à la protection des indications géographiques (section 3 de la partie II) sont résumées à l'annexe 1.

## CONSEIL DES ADPIC

### Examen des législations nationales d'application

Le Conseil des ADPIC, auquel peuvent participer les 142 Membres de l'OMC, est l'organe chargé de suivre le fonctionnement de l'Accord sur les ADPIC et de surveiller sa mise en œuvre, en particulier le respect par les États membres des obligations qui résultent de l'accord. L'un des mécanismes clés de surveillance est l'examen de la législation nationale d'application de chaque Membre par les autres Membres. L'article 63.2 de l'Accord sur les ADPIC exige que les membres notifient les lois et réglementations d'application de l'Accord sur les ADPIC au Conseil des ADPIC pour l'aider dans son examen du fonctionnement de l'accord. Le conseil se fonde sur ces notifications pour examiner les législations d'application.

L'examen de la législation d'application prend la forme d'un examen par un "groupe de pairs". La législation est étudiée par les partenaires commerciaux du pays auteur de la notification qui peuvent poser des questions par l'intermédiaire du Conseil des ADPIC. Les questions sont généralement posées deux ou trois mois à l'avance et les réponses sont apportées dans le cadre du Conseil des ADPIC et par écrit, en principe deux ou trois semaines avant la réunion d'examen. Des questions complémentaires peuvent être posées.

Le compte rendu de chaque examen, qui contient principalement les questions posées et les réponses apportées, est distribué dans un document distinct pour chaque pays examiné et pour chaque domaine. S'agissant des indications géographiques, les documents pertinents sont distribués dans la série de documents IP/Q2/. Par exemple, les questions posées aux États Unis d'Amérique et les réponses données par cet État figurent dans les documents IP/Q2/USA/1 et Add.1; celles concernant la Communauté européenne figurent dans le document IP/Q2/EEC/1; etc. Les documents en question peuvent être visualisés et téléchargés sur le site Web de l'OMC<sup>2</sup>. En 1996 et 1997, les législations de 33 Membres ont été examinées, et en 1998 et 1999, les législations de cinq nouveaux pays membres ont été examinées. Au cours des années 2000 et 2001, l'examen des législations de 74 Membres a été entamé; 23 examens ont été achevés à ce jour.

---

[Suite de la note de la page précédente]

protection pour les indications géographiques dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC": Matthijs Geuze, "La protection des indications géographiques en vertu de l'Accord sur les ADPIC et travaux y relatifs de l'Organisation mondiale du commerce" (en anglais seulement) dans *Symposium on the International Protection of Geographical Indications in the Worldwide Context* (Colloques sur la protection internationale des indications géographiques dans le contexte mondial), Publication OMC In° 760(E), 1999, p. 41.7.

<sup>2</sup> [www.wto.org/index-fr.htm](http://www.wto.org/index-fr.htm)

Étude de l'expérience de la pratique en ce qui concerne l'application des dispositions relatives aux indications géographiques

Plusieurs accords de l'OMC contiennent des dispositions demandant aux Membres de l'Organisation de réaliser ensemble des travaux supplémentaires dans le cadre de l'organe de l'OMC compétent. L'Accord sur les ADPIC contient de telles dispositions et le Conseil des ADPIC a relevé dans l'Accord sur les ADPIC six activités à entreprendre. Trois de ces activités portent sur la protection des indications géographiques et se fondent sur les articles 23.4, 24.1 et 24.2.

En novembre 1996, le Conseil des ADPIC a tenu, en vertu de l'article 24.2 de l'Accord sur les ADPIC, son premier examen de l'application des dispositions de la section de l'accord relative aux indications géographiques. Dans ce cadre, une liste de questions sur les différents aspects des régimes nationaux de protection des indications géographiques a été élaborée<sup>3</sup>. À la suite de la présentation par les Membres de 37 séries de réponses, le Secrétariat de l'OMC a publié un résumé de celles-ci à la demande du Conseil<sup>4</sup>.

Ce résumé donne, dans sa première partie, un aperçu des moyens de protection disponibles dans ce domaine du droit. Les sept parties suivantes présentent les renseignements fournis par les Membres au sujet des éléments suivants, après des systèmes qu'ils utilisent:

- a) les différentes définitions de l'objet de la protection et tout autre critère de fond auquel il doit être satisfait pour qu'une indication géographique bénéficie de la protection;
- b) les procédures appliquées en rapport avec la reconnaissance *ex ante* des indications géographiques en tant qu'objets susceptibles de protection;
- c) les personnes autorisées à utiliser une indication géographique protégée et toutes les procédures applicables en vue de l'obtention d'une telle autorisation; la durée de la protection des indications géographiques; les dispositions relatives à l'annulation ou à la déchéance des indications géographiques; et les dispositions relatives au contrôle de l'utilisation des indications géographiques;
- d) la protection disponible pour empêcher l'utilisation non autorisée des indications géographiques, y compris l'utilisation par ceux qui ne sont pas dans la zone à laquelle l'indication géographique renvoie et ceux qui sont admis ou autorisés à utiliser l'indication mais qui ne l'ont pas correctement;
- e) les procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle;
- f) le lien entre les indications géographiques et les marques, y compris la protection prévue pour empêcher l'enregistrement en tant que marques de fabrique ou de commerce de signes contenant une indication géographique ou constitués par une telle indication.

<sup>3</sup> Voir les documents IP/C/13 et IP/C/13/Add.1.

<sup>4</sup> Voir le document IP/C/W/253.

Le résumé répertorie les différents moyens de protection pour lesquels les Membres de l'OMC ont fourni des renseignements dans leurs réponses à la liste de questions selon trois grandes catégories. La première concerne les lois axées sur les pratiques commerciales. En général, la question en jeu dans les procédures juridiques relatives à l'utilisation d'une indication géographique est que les lois n'est pas des avoirs si l'indication géographique en soi est susceptible d'être protégée mais si un acte donné entraînant l'utilisation d'une indication géographique est contraire aux normes générales figurant dans les lois sur la concurrence déloyale, la protection des consommateurs, les désignations commerciales, les normes alimentaires, et c. La deuxième catégorie concerne la protection par le droit des marques. Ce dernier peut conférer deux sortes de protection aux indications géographiques. D'une part, une protection peut être accordée en contre l'enregistrement et l'utilisation des indications géographiques en tant que marques de fabrique ou de commerce. D'autre part, une protection peut être accordée au moyen de marques collectives, de garantie ou de certification. Contrairement aux moyens généraux de protection des deux premières catégories, la troisième forme de protection concerne les moyens expressément destinés à garantir la protection des indications géographiques. Certains de ces moyens assurent une protection *suigeneris* aux indications géographiques qui se rapportent à des produits ayant des caractéristiques ou des méthodes de production spécifiquement définies; d'autres moyens s'appliquent en l'absence de définitions spécifiques.

Les délégations de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont suggéré que l'examen soit poursuivi de manière structurée<sup>5</sup>. Dans le sens de cette suggestion, l'Australie a énuméré un certain nombre de questions relatives à la protection des indications géographiques pour faciliter le débat et permettre de préciser le sens des dispositions de la section 3 de la partie II de l'Accord sur les ADPIC<sup>6</sup>, et pour analyser les renseignements qui ont été recueillis jusque-là par le Conseil des ADPIC. L'Australie a aussi posé à d'autres délégations des questions spécifiques en ce qui concerne les renseignements qu'elles ont fournis en réponse à la liste de questions du conseil telle qu'elle figure dans le résumé du Secrétariat<sup>7</sup>.

#### Négociations concernant l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques (article 23.4)

L'article 23.4 de l'accord prévoit que, afin de faciliter la protection des indications géographiques pour les vins, des négociations seront menées en vue d'établir un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins susceptibles de bénéficier d'une protection dans les Membres participant à ce système. En 1997, le Conseil des ADPIC a entamé des travaux préliminaires sur cette question et depuis il a aussi étudié la possibilité d'établir un tel système pour les spiritueux, conformément à son mandat tel qu'il figure au paragraphe 34 de son rapport annuel pour 1996<sup>8</sup>.

<sup>5</sup> Il est à noter que des questions juridiques spécifiques relatives à la protection des indications géographiques ont également été soulevées dans le cadre d'autres organes subsidiaires de l'OMC, notamment le Comité des règles d'origine (voir le document G/RO/W/65) et le Comité des obstacles techniques au commerce (voir le document G/TBT/W/119).

<sup>6</sup> Voir les documents IP/C/W/211 et IP/C/W/205 respectivement.

<sup>7</sup> Voir les paragraphes 138 et 140 du document IP/C/M/30 et les paragraphes 105 à 107 du document IP/C/M/33.

<sup>8</sup> Le paragraphe 34 du rapport annuel pour 1996 est rédigé ainsi : "S'agissant des indications géographiques, le Conseil est convenu que l'examen de l'application des dispositions de la section

Parmi les renseignements recueillis par le conseil dans le cadre de ses travaux sur cette question figurent 12 contributions de pays membres de l'OMC sur les systèmes d'enregistrement des indications géographiques qu'ils ont mises en place (voir le document IP/C/W/76 et additifs), une note d'information établie par le Secrétariat de l'OMC sur les systèmes de notification et d'enregistrement des indications géographiques en vigueur pour les vins et les spiritueux (voir le document IP/C/W/85), une note d'information établie par le Secrétariat de l'OMC sur les systèmes internationaux de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les produits autres que les vins et les spiritueux (voir le document IP/C/W/85/Add.1), et les renseignements fournis par l'OMPI sur les travaux entamés en juillet 2000 par l'Organisation en rapport avec l'Arrangement de Lisbonne (voir le paragraphe 107 du document IP/C/M/28).

En juillet 1998, les Communautés européennes et leurs États membres ont communiqué au Conseil des ADPIC une proposition concernant l'établissement d'un système de notification et d'enregistrement multilatéral des indications géographiques<sup>9</sup>. En juin 2000, ils ont soumis une version révisée de cette proposition<sup>10</sup>, d'après laquelle les Membres participants notifieraient les indications géographiques qui servent à identifier des produits comme étant originaires de leur territoire, conformément à la définition de l'article 22, paragraphe 1, de l'Accord sur les ADPIC<sup>11</sup>. La notification d'une telle indication géographique doit s'accompagner de certains renseignements élémentaires concernant la protection de l'indication géographique dans son pays d'origine ainsi que des preuves suffisantes qu'elle peut être protégée en vertu de l'Accord sur les ADPIC. Après publication d'une indication géographique ainsi notifiée, un délai de 18 mois commence à courir, pendant lequel les autres Membres de l'OMC peuvent examiner et contester officiellement la protection de l'indication géographique. À l'expiration du délai de 18 mois, l'indication géographique sera enregistrée. Les contestations formulées dans ce délai seront aussi inscrites au registre. Les désaccords en question seront réglés par des négociations directes entre les Membres concernés sans préjudice de l'application du mémorandum d'accord sur le règlement des différends de l'OMC. Les Membres de l'OMC qui n'ont pas contesté la protection d'une indication géographique particulière dans le délai de 18 mois ne seront plus en mesure de refuser la protection de celle-ci, à moins qu'elle ne réponde pas à la définition figurant à l'article 22.1 de l'Accord sur les ADPIC, ni d'invoquer l'exception figurant à l'article 24.6 relatif aux termes génériques, ni de prétendre que l'indication géographique est fautive au sens de l'article 22.4. Selon la proposition des Communautés européennes, ces

---

[Suite de la note de la page précédente]

concernant les indications géographiques prévues à l'article 24.2 prendrait la forme indiquée au paragraphe 27 ci-dessus, ce qui donne aux délégations la possibilité de présenter des communications sur la question du champ d'application, et qu'il engagerait en 1997 les travaux préliminaires sur les questions en rapport avec les négociations concernant l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins, prévues à l'article 23.4 de l'Accord sur les ADPIC. Ces travaux préliminaires porteront aussi sur des questions en rapport avec l'établissement d'un système de notification et d'enregistrement pour les spiritueux. Tous les travaux mentionnés ci-dessus seront effectués sans préjudice des droits et obligations résultant pour les Membres de l'Accord sur les ADPIC, et en particulier des dispositions spécifiques du programme de travail implicite concernant les ADPIC".

<sup>9</sup> Voir le document IP/C/W/107.

<sup>10</sup> Voir le document IP/C/W/107/Rev.1.

<sup>11</sup> En décembre 2000, les Communautés européennes ont aussi présenté des propositions concernant la protection des indications géographiques dans la proposition globale de négociations qu'ils ont soumise à la session extraordinaire du Comité de l'agriculture (G/AG/NG/W/90).

effets juridiques seraient applicables à tous les Membres de l'OMC, qu'ils participent ou non au système à mettre en place en application de l'article 23.4. Cependant, seuls les Membres qui y participent auraient l'obligation de prévoir les moyens juridiques permettant aux parties intéressées d'utiliser l'enregistrement d'une indication géographique dans le cadre du système comme présomption du droit à la protection.

La Hongrie a suggéré que le système proposé par les Communautés européennes, qui suppose des consultations bilatérales directes en cas de désaccord concernant l'enregistrement d'une indication géographique, soit complété par une procédure multilatérale qui s'appliquerait lorsque les négociations bilatérales n'ont pas abouti à un règlement<sup>12</sup>. À l'appui de cette proposition, la Hongrie a déclaré, notamment, que la possibilité de rechercher une solution de caractère multilatérale est nécessaire pour que les petits pays membres de l'OMC jouissent des mêmes possibilités que les grands pays de faire valoir leurs intérêts commerciaux légitimes. Selon la proposition, si dans le délai de 18 mois prévu dans la proposition des Communautés européennes, les négociations suivant la contestation par un pays membre d'une indication géographique notifiée n'ont pas abouti à un résultat mutuellement satisfaisant, le différend sera soumis à un arbitrage ayant force obligatoire. Les indications géographiques contestées avec succès au motif qu'elles ne répondent pas à la définition figurant à l'article 22.1 ou qu'elles sont fausses au sens de l'article 22.4 ne seront pas enregistrées. Les Membres qui auront contesté avec succès la protection en invoquant l'exception applicable aux termes génériques (article 24.6) ne seront pas tenus de protéger l'indication géographique, même s'ils ne peuvent empêcher son inscription à l'enregistrement pour ce motif. Il n'irait de même pour les contestations fondées sur les exceptions qui figurent à l'article 24.4, s'agissant de l'usage préalable, et à l'article 24.5, s'agissant des marques déjà existantes. L'enregistrement ne produira d'effet que dans les pays membres participant au système.

Le Canada, le Chili, le Japon et les États-Unis d'Amérique ont proposé ensemble un autre système, selon lequel tout Membre de l'OMC souhaitant participer au système communiquerait au Secrétaire une liste d'indications géographiques pour les produits visés reconnus comme susceptibles de bénéficier d'une protection dans le cadre de la législation nationale<sup>13</sup>. De plus, les décisions définitives établissant qu'une indication géographique n'est pas susceptible de bénéficier d'une protection devraient aussi être notifiées. Après avoir reçu les notifications, le Secréariat devrait établir une base de données de toutes les indications géographiques notifiées pour les produits visés. Quant à l'effet juridique de l'enregistrement, en vertu de cette proposition collective, les Membres de l'OMC choisissant de participer au système se référeront à la base de données de l'OMC sur les indications géographiques notifiées lorsqu'ils devront décider d'accorder une protection aux indications géographiques en vertu de leur législation nationale. Les autres Membres de l'OMC seraient aussi encouragés à se reporter à la base de données. La proposition prévoit ensuite que les appels de toute décision, ou les objections formulées à l'encontre de toute décision, accordant une protection ou rejetant une demande de protection pour des indications géographiques particulières, qu'elles aient été ou non notifiées à l'OMC, seront examinés à l'échelon national à la demande des parties intéressées appropriées conformément à la législation

<sup>12</sup> Voir les documents IP/C/W/234 et 255.

<sup>13</sup> Voir le document IP/C/W/133/Rev.1; une proposition antérieure du Japon et des États-Unis d'Amérique figurait dans le document IP/C/W/133.

nationale de chaque Membre de l'OMC. La Nouvelle -Zélande, qui a appuyé cette proposition, a communiqué au Conseil des ADPIC un document expliquant que seule la proposition collective pouvait convenir à son système national <sup>14</sup>.

Un tableau comparatif, qui présente simultanément ces trois propositions a été communiqué par les Communautés européennes au printemps 2001, figure dans le document IP/C/W/259.

#### Propositions visant à étendre l'article 23 à des produits autres que les vins et les spiritueux

En septembre 2000, un document <sup>15</sup> a été communiqué au Conseil des ADPIC par la Bulgarie, le Liechtenstein, l'Inde, l'Islande, la République tchèque, la Slovaquie, le Sri Lanka, la Suisse et la Turquie. La question de l'extension de la protection additionnelle en vertu de l'article 23 des Accords sur les ADPIC à des produits autres que les vins et les spiritueux.

Ces pays sont favorables à l'extension à d'autres produits de la protection actuellement accordée aux indications géographiques pour les vins et les spiritueux au titre de l'article 23 des Accords sur les ADPIC. Parmi les autres partisans de cette extension figurent Cuba, l'Égypte, la Géorgie, la Hongrie, le Kenya, la Moldova, Maurice, le Nicaragua, le Pakistan, la République kirghize et le Venezuela <sup>16</sup>. Ces pays ont souligné que les Membres de l'OMC sont déjà convenus à la conférence ministérielle de Singapour que des propositions sur le champ d'application de la protection en vertu de l'article 23 des Accords sur les ADPIC sont possibles et estiment que l'article 24.1 ouvre la voie à ces propositions <sup>17</sup>. Ils considèrent que les négociations sur ce point font partie intégrante de l'Accord sur les ADPIC et, à l'appui de leur demande, ils ont établi un lien entre le progrès ou l'absence de progrès et d'autres points des programmes de travail implicites d'accords de l'OMC, en particulier ceux qui ont trait à la libéralisation du commerce des produits agricoles. Ils font valoir notamment que:

a) la protection des indications géographiques pour tous les produits apporte une valeur ajoutée aux exportations parce qu'elle accroît les chances de ce type de produits d'accéder au marché;

b) sans la protection additionnelle, le parasitisme est possible <sup>18</sup> et il y a un risque que les indications géographiques acquièrent un caractère générique avec le temps <sup>19</sup>;

<sup>14</sup> Voir le document IP/C/W/189.

<sup>15</sup> Voir le document IP/C/W/204/Rev.1.

<sup>16</sup> Voir le document IP/C/W/247/Rev.1.

<sup>17</sup> Dans son rapport annuel pour 1996, le Conseil des ADPIC cite l'article 24.1, selon lequel les Membres conviennent d'engager des négociations en vue d'accroître la protection des indications géographiques particulières au titre de l'article 23, comme étant l'un des points du programme de travail implicite de l'Accord sur les ADPIC.

<sup>18</sup> Il est plus particulièrement avancé qu'en application du critère énoncé à l'article 22, auxquelles les produits autres que les vins et les spiritueux sont soumis, un producteur peut utiliser une indication géographique pour son produit même si celui-ci n'est pas originaire du territoire concerné à condition que la véritable origine du produit figure sur l'étiquette. Il est ainsi affirmé qu'un producteur peut tirer avantage de l'utilisation d'une indication géographique "célèbre" en faisant valoir que le consommateur n'a pas été induit en erreur.



c) le critère figurant à l'article 22, qui s'applique actuellement aux produits autres que les vins et les spiritueux, conduit à une certaine insécurité juridique<sup>20</sup> ;  
 qu'il concerne la mise en œuvre de la protection des indications géographiques

d) en vertu de l'article 22, c'est au producteur autorisé à utiliser une indication géographique qu'il revient l'obligation coûteuse d'apporter la preuve que le public a été induit en erreur ou qu'un acte de concurrence déloyale a été commis.

Les personnes qui sont de cet avis ont aussi avancé qu'il n'y a aucune raison d'appliquer un traitement différent aux vins et aux spiritueux, d'un côté, et aux autres produits, d'un autre côté.

Un autre avis est défendu, en particulier, par l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Chili, les États-Unis, l'Amérique, le Guatemala, la Nouvelle-Zélande et le Paraguay<sup>21</sup>. Ces pays s'opposent à l'extension de la protection à des produits autres que les vins et les spiritueux. Selon eux, l'extension du champ d'application de l'article 23.1 à des produits autres que les vins et les spiritueux va au-delà du mandat figurant à l'article 24.1 et ne pourrait être négociée que dans le cadre d'une nouvelle série de négociations. De leur point de vue, les dispositions de l'article 24.1 relatives aux négociations ne concernent que les "indications géographiques particulières" et non pas des catégories entières de produits et sont axées sur les indications géographiques à l'égard desquelles un pays applique une exception au titre de l'article 24, aux fins d'étudier la possibilité de ne plus appliquer l'exception en ce qui concerne une indication géographique déterminée<sup>22</sup>.

De plus :

a) ils mettent en avant les coûts juridiques et administratifs associés à l'extension du champ d'application de l'article 23.1 ;

b) ils affirment qu'il n'y a pas de preuve que l'article 22 ne protège pas les indications géographiques pour des produits autres que les vins et les spiritueux et que, parallèlement, il n'y a pas de preuve que l'extension du champ d'application de l'article 23.1 à des produits autres que les vins et les spiritueux déboucherait sur une protection plus efficace que celle dont ces produits bénéficient déjà selon l'article 22 ;

c) ils suggèrent qu'une protection additionnelle pourrait exclure de futures possibilités d'accès au marché pour des industries émergentes et entraîner une incertitude en ce qui concerne l'usage continu de ces marchés existants ;

[Suite de la note de la page précédente]

<sup>19</sup> Il est avancé à cet égard que, puisque l'article 22 n'empêche pas l'utilisation d'une indication géographique employée en traduction ou accompagnée d'expressions telles que "genre", "type", "style", "imitation" ou autres, les indications géographiques peuvent, avec le temps, devenir des expressions génériques.

<sup>20</sup> Les personnes qui avancent cet argument indiquent que l'interprétation par les autorités nationales de ce qui recouvre l'expression "induire le public en erreur" varie d'un pays à l'autre. Cela conduirait à des décisions contradictoires et à une insécurité juridique en ce qui concerne la protection accordée aux indications géographiques et la mise en œuvre de cette protection au niveau international.

<sup>21</sup> Voir le document IP/C/W/289.

<sup>22</sup> Voir par exemple les paragraphes 93 et 96 du document IP/C/M/29.

d) ils soutiennent que la confusion serait créée dans l'esprit des consommateurs par la disparition d'expressions servant habituellement à désigner des produits, ce qui, ensuite, augmenterait les coûts de la recherche et des transactions pour les consommateurs et éventuellement entraînerait des prix <sup>23</sup>.

Les partisans de ce point de vue avancent que l'application d'un traitement différent aux vins et aux spiritueux, d'une part, et aux autres produits, d'autre part, est justifiée puisque la protection additionnelle prévue par l'article 23 est le résultat d'un compromis obtenu dans le cadre plus large des négociations de l'Uruguay Round.

## LES MOYENS DISPONIBLES POUR UN MEMBRE DE L'OMC LORSQU'UNE INDICATION GEOGRAPHIQUE N'EST PAS PROTÉGÉE PAR UN AUTRE MEMBRE DE L'OMC

### Au niveau national

Dans le cas où la protection n'est possible pour l'indication géographique mais où celle-ci est utilisée par des personnes qui ne sont pas admises ou autorisées à le faire, les procédures relatives au respect des droits figurant dans l'Accord doivent être disponibles dans le pays concerné (voir l'annexe II du présent document). Il y a lieu de noter que, si dans certains pays une action peut être engagée d'office afin de permettre aux autorités publiques de contrôler l'utilisation des indications géographiques ou de les faire respecter, notamment dans les pays où les indications géographiques appartiennent à l'État, dans d'autres pays une action ne peut être engagée qu'à l'initiative des parties privées par le biais de procédures civiles ou pénales <sup>24</sup>.

En ce qui concerne les personnes habilitées à engager des procédures destinées à faire respecter les droits, on peut mentionner les renseignements que les Membres ont fournis au Conseil des ADPIC en réponse à la liste de questions du Conseil sur l'application des dispositions de l'accord relatives aux indications géographiques, qui ont été résumées par le Secrétariat de l'OMC dans le document de l'OMC IP/C/W/253 (voir la section II.B du présent document). Comme cela est indiqué dans les paragraphes 116 à 120 et 130 à 132 de ce résumé, les procédures destinées à faire respecter les droits face à l'utilisation abusive d'indications géographiques peuvent être engagées d'office par des autorités administratives ou d'autres autorités publiques, soit de manière spontanée, soit à la suite d'une plainte portée à leur attention, mais une action privée est aussi possible. Il convient de noter que, dans le domaine du droit de la propriété intellectuelle, l'utilisation abusive peut viser non seulement l'utilisation d'une indication géographique par des personnes qui ne sont pas admises / autorisées à le faire, mais aussi l'utilisation par des personnes qui, bien qu'habilitées, utilisent

<sup>23</sup> Une réponse à ces arguments est établie par les partisans de l'extension figurée dans le document IP/C/W/308/Rev.1.

<sup>24</sup> L'article 42 de l'Accord sur les ADPIC prévoit que "les Membres donneront aux détenteurs de droits d'accès aux procédures judiciaires civiles destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle couverts par le présent accord". L'expression "détenteur du droit" doit comprendre les fédérations et associations habilitées à revendiquer un droit (note 11 de l'article 42 de l'Accord sur les ADPIC). La note 4 de l'article 23 ("Protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux") précise que "[N]onobstant la première phrase de l'article 42, les Membres pourront, pour ce qui est de ces obligations, prévoir des mesures administratives pour les faire respecter".

l'indication géographique de manière incorrecte. Comme cela est indiqué dans les paragraphes 97 à 99 du résumé du Secrétariat, selon les systèmes de protection des indications géographiques qui prévoient leur reconnaissance *ex ante*, le respect des conditions d'utilisation d'une indication géographique protégée fait généralement l'objet d'un contrôle par une autorité publique; et les Membres de l'OMC qui utilisent des moyens de protection *sui generis* des indications géographiques sur la base de définitions précises des caractéristiques du produit ou des méthodes de production ont indiqué qu'un tel contrôle peut prendre la forme de contrôles de qualité et de quantité, par exemple par des inspections sur site portant sur les conditions de fabrication et les produits. Les autorités publiques de surveillance chargées de ce contrôle peuvent, dans certains pays, avoir le pouvoir ou le devoir d'engager des procédures destinées à faire respecter les droits lorsque, dans d'autres pays, elles doivent informer d'autres autorités publiques chargées d'engager les poursuites. Les renseignements fournis par les Membres indiquent aussi que l'action d'office n'est pas toujours possible pour des indications géographiques étrangères (voir les paragraphes 100 et 136 du résumé).

Les parties privées qui bénéficient de la protection prévue à l'article 22 ou 23 de l'Accord sur les ADPIC et qui souhaitent engager une action par le biais de procédures judiciaires civiles à l'étranger contre des atteintes à leurs indications géographiques peuvent être en mesure, dans les pays où les systèmes juridiques prévoient l'applicabilité directe des dispositions de l'Accord sur les ADPIC, de soulever des questions d'interprétation et d'application de ces dispositions devant le tribunal national des pays concernés (voir aussi la section III.C du présent document).

Afin de faciliter la protection des indications géographiques, l'article 23.4 de l'accord prévoit des négociations au sein du Conseil des ADPIC en ce qui concerne l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques. Le champ d'application de ces dispositions est limité aux indications géographiques pour les vins, mais le conseil a examiné la question d'un point de vue plus large, ainsi que cela est expliqué dans la section II du présent document.

### Au niveau multilatéral

#### *Règlement des différends à l'OMC*<sup>25</sup>;

Dans le cas où une indication géographique n'est pas protégée dans un Membre de l'OMC, contrairement aux dispositions des articles 22, 23 ou 24, ou aux dispositions de la partie I, III ou IV de l'Accord, le pays d'origine a le droit de soumettre la question en vertu du mémorandum d'accord de l'OMC sur le règlement des différends.

<sup>25</sup> Concernant les droits que peuvent avoir des parties privées en rapport avec des violations apparentes de l'Accord sur les ADPIC, si des parties privées peuvent être largement impliquées dans des différends en matière de propriété intellectuelle entre gouvernements, elles ne peuvent pas recourir directement aux procédures et organes de l'OMC. Elles pourraient déposer une plainte auprès de leur gouvernement au sujet d'un non-respect présumé d'une obligation découlant de l'Accord sur les ADPIC par un autre Membre de l'OMC. Dans certains pays, des procédures particulières sont applicables pour le dépôt de telles plaintes, par exemple aux États-Unis et en Amérique et dans l'Union européenne.

Un différend pouvant ainsi survenir entre deux ou plusieurs gouvernements sur le respect des obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC peut être soumis au système de règlement des différends de l'OMC. Ce système constitue une version nettement renforcée de l'ancien mécanisme de règlement des différends du GATT. Ils agissent d'une procédure quasi judiciaire, qui offre une plus grande automaticité d'un stade à l'autre ainsi que dans l'adoption des rapports, supprimant ainsi la possibilité pour les Membres de l'OMC visés de bloquer ou retarder la procédure. Ce renforcement a été contrebalancé par l'introduction d'une étape de recours à un organe d'appel permanent. S'il est constaté qu'un Membre de l'OMC ne respecte pas une obligation découlant de l'Accord sur les ADPIC et qu'il ne remédie pas à cette situation en modifiant la loi ou la pratique existante conformément aux conclusions du groupe spécial ou de l'organe d'appel, les gouvernements membres qui étaient parties plaignantes dans le cadre de la procédure de règlement des différends peuvent être autorisés par l'organe de règlement des différends de l'OMC à suspendre les concessions qu'ils ont accordées à des Membres de l'OMC dont la législation n'est pas conforme à l'Accord sur les ADPIC. De telles mesures de rétorsion pourraient être autorisées dans d'autres domaines relevant d'accords de l'OMC, comme par exemple le commerce de produits agricoles.

En ce qui concerne le non-respect présumé des dispositions de l'Accord sur les ADPIC, le système de règlement des différends de l'OMC a été invoqué 24 fois jusqu'à présent. Ce chiffre doit être rapproché d'un nombre total de demandes de consultations présentées dans le cadre du système de l'OMC, pour l'ensemble des 26 accords de l'Organisation, en relation avec environ 240 différends depuis la création de l'OMC en 1995. La part des plaintes relatives aux ADPIC (10%) est assez considérable étant donné qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2000 seulement 38 Membres de l'OMC sur 142 actuellement assumaient pleinement les obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC, ce qui n'était pas le cas pour la plupart des autres accords de l'OMC.

Seules des 24 plaintes déposées au titre de l'Accord sur les ADPIC portent sur la protection des indications géographiques en vertu de cet accord. La procédure en est encore à la suite des consultations - c'est-à-dire la première étape de la procédure de règlement des différends selon le Mémoire d'accord de l'OMC sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. En particulier, dans une communication du 1<sup>er</sup> juin 1999, les États-Unis d'Amérique ont présenté une demande de consultations aux Communautés européennes en ce qui concerne la protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires dans les Communautés européennes<sup>26</sup>. Les États-Unis d'Amérique ont déclaré dans cette demande de consultations que "le règlement n° 2081/92 des Communautés européennes, tel qu'il a été modifié, ne prévoit pas d'accorder le traitement national en ce qui concerne les indications géographiques, et ne assure pas une protection suffisante des marques qui existaient antérieurement et sont similaires ou identiques à une indication géographique. Il apparaît qu'une telle situation est incompatible avec les obligations qui incombent aux Communautés européennes en vertu de l'Accord sur les ADPIC, y compris, mais non exclusivement, des articles 3, 16, 24, 63 et 65 dudit accord".

<sup>26</sup> Voir le document IP/D/19.

Différend	Plainte	Défendeur	Disposition de l'Accord sur les ADPIC	Domaine de la propriété intellectuelle
IP/D/1	EU	Japon	14/70.2	Droit d'auteur
IP/D/2	EU	Pakistan	70.8/70.9	Brevets
IP/D/3	EU	Portugal	33/70.2	Brevets
IP/D/4	CE+EM	Japon	14/70.2	Droit d'auteur
IP/D/5	EU	Inde	70.8/70.9	Brevets
IP/D/6	EU	Indonésie	3/20/65.5	Marques
IP/D/7	CE+EM	Inde	70.8/70.9	Brevets
IP/D/8	EU	Irlande	9-14/41-48/61/70	Droit d'auteur/Sanction des droits
IP/D/9	EU	Danemark	50	Sanction des droits
IP/D/10	EU	Suède	50	Sanction des droits
IP/D/11	CE+EM	Canada	27/28/33	Brevets
IP/D/12	EU	CE	9-14/41-48/61/70	Droit d'auteur/Sanction des droits
IP/D/13	EU	Grèce	41/61	Sanction des droits
IP/D/14	EU	CE	41/61	Sanction des droits
IP/D/15	CAN	CE+EM	27.1	Brevets
IP/D/16	CE+EM	EUA	9.1(11-11 bis Berne)	Droit d'auteur
IP/D/17	EUA	Canada	33/70.2	Brevets
IP/D/18	EU	Argentine	70.9/39.3	Brevets/Données résultant d'essais
IP/D/19	EU	CE+EM	3/16/24	Marques/Indications géographiques
IP/D/20	CE+EM	EUA	2/3/4/15/16/42	Marques/Sanction des droits
IP/D/21	CE+EM	EUA	2/3/9/27/41/42/49-51	Sanction des droits/Brevets
IP/D/22	EU	Argentine	27/28/31/34/39/50/62	Brevets/Données résultant d'essais
IP/D/23	EU	Brésil	27/28	Brevets
IP/D/24	Brésil	EUA	27/28	Brevets

Il y a lieu de noter que récemment encore les plaintes n'étaient déposées que par les grands pays industrialisés, principalement les États-Unis d'Amérique et les Communautés européennes. Cela devrait, bien sûr, être envisagé dans le contexte plus large du mécanisme de règlement des différends de l'OMC considéré dans son ensemble. Sur le nombre total des procédures engagées dans le cadre de l'OMC, environ un tiers des demandes de consultations ont été présentées par des pays en développement membres de l'OMC, la plupart avec succès.

Il convient aussi d'appeler quel'un des objectifs du système de l'OMC, et par conséquent aussi de l'Accord sur les ADPIC, est de réduire les tensions en renforçant les engagements de résoudre par des procédures multilatérales les différends sur des questions de propriété intellectuelle touchant au commerce. L'article 23 de la procédure de règlement des différends impose aux Membres de l'OMC cherchant à obtenir réparation en cas de violation d'obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC ou d'un autre accord de l'OMC d'utiliser les procédures multilatérales et de les respecter en ce qui concerne la détermination des violations et tout recours à des mesures de rétorsion.

Enfin, il convient de mentionner une affaire d'arbitrage soumise conformément au mémorandum d'accord sur le règlement des différends et opposant l'Équateur et les Communautés européennes, dans laquelle l'organe de règlement des différends de l'OMC a autorisé l'Équateur à prendre des mesures de rétorsion, notamment dans le domaine des ADPIC, compte tenu du non-respect par les Communautés européennes des décisions de la commission de l'organe d'appel dans le différend dit des *bananes*, décisions dans lesquelles il a été reconnu que les Communautés européennes violent les accords de l'OMC dans le domaine du commerce de marchandises et des services. Un résumé de cette affaire qui concerne notamment le domaine des indications géographiques figure dans l'annexe III du présent document.

### *Négociations au titre de l'article 24.1*

Il existe aussi des situations dans lesquelles une indication géographique déterminée peut ne pas bénéficier, ou ne pas bénéficier pleinement, de la protection prévue à l'article 22 ou 23, conformément aux dispositions dérogatoires figurant à l'article 24 telles qu'elles sont appliquées par un pays en ce qui concerne cette indication géographique. Par exemple, l'indication concernée peut, dans ce pays, constituer une expression générique conformément à l'article 24.6 ou faire l'objet de droits antérieurs sur une marque conformément à l'article 24.5. Si le pays d'origine de l'indication géographique concernée souhaite modifier la situation, il devra recourir à des négociations bilatérales ou multilatérales. À cet égard, il convient de mentionner les dispositions de l'article 24.1 de l'Accord sur les ADPIC qui établissent un droit de négociation à ce sujet pour le pays d'origine (voir la section 4 de l'annexe I du présent document). S'agissant de la portée de l'article 24.1 et des débats pertinents au sein du Conseil des ADPIC concernant sa mise en œuvre, voir la section 2 du présent document.

### *Interprétation de l'Accord sur les ADPIC*

L'article IX:2 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce prévoit que la Conférence ministérielle et le Conseil général auront le pouvoir exclusif d'adopter des interprétations des accords de l'OMC bien que, en ce qui concerne l'Accord sur les ADPIC, ces deux organes puissent exercer leurs pouvoirs sur la base d'une recommandation du Conseil des ADPIC. De plus, l'article 3.2 du Mémorandum d'accord de l'OMC sur les règles et procédures régissant le règlement des différends indique effectivement que les accords de l'OMC, y compris l'Accord sur les ADPIC, doivent être interprétés conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public.

Ainsi qu'il est mentionné plus haut dans la section III.A du présent document, certains systèmes juridiques nationaux peuvent prévoir que les dispositions de l'Accord sur les ADPIC sont directement applicables. Dans ce cas, les questions d'interprétation ou d'application de l'accord peuvent être soumises aux tribunaux nationaux des pays concernés. Ces tribunaux sont seulement compétents pour interpréter les dispositions de l'Accord sur les ADPIC telles qu'elles sont incorporées dans le droit national. Il appartient toujours aux Membres de l'OMC de décider si l'interprétation d'une disposition de l'Accord sur les ADPIC par les tribunaux nationaux est conforme aux obligations découlant de l'accord pour le pays concerné.

## LA CONFERENCE MINISTRIELLE DE DOHA

La Conférence ministérielle est l'organe décisionnaire le plus élevé de l'OMC. Elle doit réunir au moins tous les deux ans et rassembler tous les pays et territoires douaniers distincts qui sont Membres de l'OMC. La quatrième conférence ministérielle de l'OMC se tiendra à Doha (Qatar) du 9 au 13 novembre 2001, parmi les propositions présentées, certaines ont trait aux travaux en cours sur des points du programme de travail implicite du Conseil des ADPIC, notamment dans le domaine des indications géographiques. Au moment de la rédaction du présent document, la Conférence ministérielle de Doha n'a pas encore eu lieu. Par conséquent, l'auteur présentera, au cours de son exposé, un compte rendu des aspects pertinents de la déclaration ministérielle de Doha.

[Les annexes suivent]

## ANNEXE I

## NORMES DE PROTECTION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES SELON LA SECTION 3D DE LA PARTIE II DE L' ACCORD SUR LES ADPIC

### Définition

L' accord définit les indications géographiques à l' article 22.1 comme des indications qui servent à identifier un produit comme étant originaire du territoire d' un Membre, ou d' une région ou localité de ce territoire, dans les cas où une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique. Cette définition précise donc que la qualité, la réputation ou d' autres caractéristiques d' un produit peuvent constituer un fondement suffisant pour qu' une indication puisse constituer une indication géographique, lorsque ces caractéristiques peuvent être attribuées essentiellement à cette origine géographique.

### Normes générales de protection

L' article 22.2 fait état des normes générales de protection qui doivent être applicables pour toutes les indications géographiques. En particulier, l' accord prévoit que des moyens juridiques doivent être prévus pour empêcher l' utilisation d' indications géographiques d' une manière qui induit le public en erreur quant à l' origine géographique du produit<sup>27</sup>. De plus, l' accord exige que des moyens juridiques doivent être prévus pour empêcher toute utilisation qui constitue un acte de concurrence déloyale au sens de l' article 10bis de la Convention de Paris<sup>28</sup>. Une protection doit aussi être offerte contre l' enregistrement d' une marque de fabrique ou de commerce qui contient une indication géographique pour des produits qui ne sont pas originaires du territoire indiqué dont l' utilisation pour de tels produits serait de nature à induire le public en erreur quant au véritable lieu d' origine<sup>29</sup>.

<sup>27</sup> Article 22.2.a) de l' Accord sur les ADPIC.

<sup>28</sup> Article 22.2.b) de l' Accord sur les ADPIC. Selon l' article 10bis de la Convention de Paris, cela inclut "tout acte de concurrence contraire aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale", en particulier:

- "tous faits quelconques de nature à créer une confusion par rapport à l' origine d' un produit, l' établissement, les produits ou l' activité industrielle ou commerciale d' un concurrent;
- "les allégations fausses, dans l' exercice du commerce, de nature à discréditer l' établissement, les produits ou l' activité industrielle ou commerciale d' un concurrent;
- "les indications ou allégations dont l' usage, dans l' exercice du commerce, est susceptible d' induire le public en erreur sur la nature, le mode de fabrication, les caractéristiques, l' aptitude à l' emploi ou la quantité des marchandises".

<sup>29</sup> Article 22.3 de l' Accord sur les ADPIC.



Protection additionnelle pour les vins et les spiritueux

L'article 23 de l'Accord sur les ADPIC prévoit une forme de protection plus absolue en ce qui concerne les indications géographiques pour les vins et les spiritueux. En application de l'article 23.1, les personnes intéressées doivent bénéficier des moyens juridiques d'empêcher l'utilisation d'une indication géographique identifiant des vins pour des vins qui ne sont pas originaires du lieu indiqué par l'indication géographique en question. Cette règle s'applique même lorsque cette utilisation ne peut pas induire le public en erreur ou constituer un acte de concurrence déloyale, lorsque la véritable origine du produit pourrait être indiquée ou lorsque l'indication géographique pourrait être accompagnée d'expressions telles que "genre", "type", "style", "imitation" ou autres. Une protection doit aussi être offerte contre l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce pour des vins qui contiennent une indication géographique identifiant des vins, si les vins n'ont pas l'origine indiquée par l'indication géographique<sup>30</sup>. Une protection analogue doit être accordée aux indications géographiques identifiant des spiritueux. En ce qui concerne l'utilisation de ces indications géographiques pour d'autres produits, les normes générales de protection prévues à l'article 22 s'appliquent.

Dans le cas d'indications géographiques homonymes (c'est-à-dire des indications géographiques différentes qui sont constituées de la même désignation ou contiennent la même désignation)<sup>31</sup>, la protection doit être accordée à chaque indication<sup>32</sup>. L'accord contient une règle particulière concernant les indications géographiques homonymes pour les vins. Dans le cas d'indications géographiques homonymes, la protection peut être demandée pour l'une d'entre elles contre l'utilisation des autres (il peut y avoir plus de deux indications géographiques homonymes) avec le résultat que, quel que soit l'une d'entre elles ne puisse être utilisée. L'accord ne donne donc une règle que chaque Membre de l'OMC doit appliquer à l'égard de ce type d'indications géographiques<sup>33</sup>. Ainsi, dans chacun des Membres dans lesquels des indications géographiques homonymes existent, des conditions pratiques doivent être fixées de manière à différencier les indications homonymes, compte tenu de la nécessité d'assurer un traitement équitable des producteurs concernés et de faire en sorte que les consommateurs ne soient pas induits en erreur. Cependant, si l'utilisation d'une des indications géographiques homonymes dans un Membre de l'OMC donne à penser à tort au public que ce Membre que les produits en question sont originaires du territoire d'une autre des indications géographiques homonymes<sup>34</sup>, les bénéficiaires de l'indication géographique des produits auxquels le public de ce Membre lie l'autre indication géographique utilisée doivent être autorisés à empêcher l'utilisation de cette autre désignation homonyme.

---

<sup>30</sup> Article 23.2 de l'Accord sur les ADPIC.

<sup>31</sup> Par exemple "Rioja", la Rioja étant l'un des noms de certaines régions productrices de vins qui existent en Argentine et en Espagne.

<sup>32</sup> Article 23.3 de l'Accord sur les ADPIC.

<sup>33</sup> Sous réserve des exceptions prévues à l'article 24.

<sup>34</sup> Article 22.4 de l'Accord sur les ADPIC.

Exceptions contrebalancées par des dispositions relatives à des négociations futures  
visant à accroître la protection

L'article 24 contient un certain nombre d'exceptions relatives à la protection des indications géographiques. Cependant, il contient aussi des dispositions relatives aux négociations qui visent à accroître la protection des indications géographiques et que les Membres de l'OMC ne peuvent pas refuser de mener ou de conclure en se fondant sur les exceptions existantes appliquées conformément à l'article 24.

Trois principales exceptions présentent une importance particulière au regard de la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux. Selon la première grande exception, un État membre n'est pas obligé de protéger une indication géographique dans le cas où celle-ci est devenue, dans un pays, le nom générique pour les produits en question ou pour une variété de raisin<sup>35</sup>.

La deuxième grande exception concerne le cas où une indication géographique peut être en conflit avec des droits antérieurs sur une marque qui ont été acquis de bonne foi. Les mesures adoptées pour mettre en œuvre la section 3 de la partie II ne préjugeront pas la recevabilité ou la validité de l'enregistrement d'une marque de fabrication ou de commerce, ou le droit de faire usage d'une marque de fabrication ou de commerce, au motif que cette marque est identique ou similaire à une indication géographique<sup>36</sup>.

La troisième grande exception permet, dans certaines circonstances, l'utilisation continue d'une indication géographique qui a été utilisée dans un Membre de l'OMC avant la conclusion du Cycle d'Uruguay<sup>37</sup>, même lorsqu'elle n'est pas devenue générique et qu'il n'existe pas de droits antérieurs sur une marque de fabrication ou de commerce. La portée de cette exception est cependant limitée. Elle ne s'applique qu'aux indications géographiques identifiant des vins ou des spiritueux. Elle ne peut profiter qu'aux ressortissants du Membre de l'OMC utilisant l'exception ou aux personnes domiciliées sur son territoire qui ont utilisé auparavant l'indication géographique de bonne foi ou pendant au moins 10 années avant la conclusion du Cycle d'Uruguay, et dans tous les cas de manière continue. De plus, l'utilisation de l'indication géographique au titre de l'exception doit être "similaire" à l'usage antérieur. Par usage "similaire" il faut entendre que l'usage ultérieur doit être similaire dans sa portée et sa nature<sup>38</sup>.

<sup>35</sup> Article 24.6 de l'Accord sur les ADPIC.

<sup>36</sup> Article 24.5 de l'Accord sur les ADPIC.

<sup>37</sup> Le 15 avril 1994.

<sup>38</sup> Article 24.4 de l'Accord sur les ADPIC.

L'accord prévoit aussi que les exceptions ne peuvent servir à diminuer la protection des indications géographiques qui existaient immédiatement avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur les ADPIC<sup>39</sup>.

[L'annexe II suit]

---

<sup>39</sup> Article 24.3 de l'Accord sur les ADPIC.

## ANNEXE II

MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ  
INTELLECTUELLE EN VERTU DE L'ACCORD SUR LES ADPIC

Les dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle figurent dans la partie III, qui est divisée en cinq sections. La première section établit les obligations générales auxquelles toutes les procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle doivent répondre. Elles visent notamment à garantir l'efficacité des procédures et à assurer que certains principes fondamentaux sous-tendant l'application d'une procédure régulière sont respectés. Les sections suivantes portent sur les procédures et mesures correctives civiles et administratives, les mesures provisoires, les prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière et les procédures pénales. Ces dispositions ont deux objectifs fondamentaux : s'assurer que les détenteurs de droits ont accès à des moyens efficaces pour faire respecter leurs droits ; s'assurer que ces procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle seront appliquées de manière à éviter la création d'obstacles au commerce légitime et à offrir des sauvegardes contre leur usage abusif.

L'accord fait une distinction entre les activités constitutives d'atteinte aux droits en général, pour lesquelles des procédures et mesures correctives judiciaires civiles doivent être accessibles, et la contrefaçon et la piraterie, formes plus flagrantes et évidentes d'activités portant atteinte aux droits, à l'égard desquelles des procédures et des mesures correctives supplémentaires doivent aussi être prévues, à savoir les mesures à la frontière et les procédures pénales. À cet effet, les produits de contrefaçon sont essentiellement définis comme des produits impliquant la reproduction servile de marques, et les produits et les marchandises piratées comme des produits portant atteinte à un droit de reproduction découlant du droit d'auteur ou d'un droit connexe.

Obligations générales

Les obligations générales relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle figurent à l'article 41. Selon le paragraphe 1, des procédures seront établies de manière à permettre une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte aux droits de propriété intellectuelle, et les mesures correctives disponibles seront rapides pour prévenir toute atteinte et constitueront un moyen de dissuasion contre toute atteinte ultérieure. De plus, ces procédures doivent être appliquées de manière à éviter la création d'obstacles au commerce légitime et à offrir des sauvegardes contre leur usage abusif.

Les trois paragraphes suivants contiennent certains principes généraux dont l'objectif est de garantir une procédure régulière. Le paragraphe 2 porte sur les procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Ces procédures doivent être loyales et équitables, et elles ne peuvent pas être inutilement complexes ou coûteuses, ni comporter des délais déraisonnables ou entraîner des retards injustifiés. Le paragraphe 3 porte sur les décisions au fond. Ces décisions seront, de préférence, écrites et motivées, et elles seront mises à la disposition au moins des parties à la procédure sans retard indu. Les décisions au fond s'appuieront exclusivement sur des éléments de preuve sur lesquels les parties ont eu la possibilité de se faire entendre. Le paragraphe 4 prévoit que les parties à une procédure

devront pouvoir demander la révision par une autorité judiciaire des décisions administratives finales et, sous réserve des dispositions attributives de compétence prévues par la législation d'un Membre concernant l'importance d'une affaire, au moins des aspects juridiques des décisions judiciaires initiales sur le fond. Toutefois, il n'y a pas obligation de prévoir la possibilité de demander la révision d'acquittements dans des affaires pénales.

Selon le paragraphe 5, il est entendu que les dispositions relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle ne créent aucune obligation de mettre en place, pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle, un système judiciaire distinct de celui qui vise à faire respecter la loi en général, ni n'affectent la capacité des Membres de faire respecter leur législation en général. De plus, il est indiqué qu'aucune de ces dispositions ne crée d'obligation en ce qui concerne la répartition des ressources entre les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle et les moyens de faire respecter la loi en général. Cependant, un certain nombre de pays ont jugé utile de créer des unités spéciales chargées de faire appliquer la loi, qui rassemblent les compétences nécessaires pour lutter efficacement contre la contrefaçon et le piratage. De plus, des pays ont confié l'examen de certains types de questions de propriété intellectuelle à un seul tribunal ou à un nombre limité de tribunaux, afin de garantir la disponibilité des compétences nécessaires.

#### Procédures et mesures correctives civiles et administratives

La deuxième section prévoit que des procédures judiciaires civiles doivent être applicables en ce qui concerne toute activité portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle couverts par l'accord. Les dispositions de cette section précisent les caractéristiques fondamentales que ces procédures doivent présenter.

L'article 42 contient certains principes destinés à garantir une procédure régulière. Les défendeurs ont le droit d'être informés en temps opportun par un avis écrits suffisamment précis indiquant les allégations. Les parties doivent être autorisées à se faire représenter par un conseil juridique indépendant et les procédures ne peuvent pas imposer de prescriptions excessives en matière de comparution personnelle obligatoire. Toutes les parties sont habilitées à justifier leur allégation et à présenter tous les éléments de preuve pertinents, les renseignements confidentiels devant être identifiés et protégés.

L'article 43 porte sur l'application des règles relatives aux éléments de preuve dans certaines situations. Lorsque des éléments de preuve susceptibles de présenter une importance pour une partie sont entre les mains de la partie adverse, le tribunal doit être habilité, sous certaines conditions, à ordonner à la partie adverse de produire ces éléments de preuve. De plus, les tribunaux peuvent être autorisés à rendre des décisions sur la base des renseignements qu'ils auront été présentés si une partie refuse sans raison valable l'accès à des renseignements sans possession, à condition de ménager aux parties la possibilité de se faire entendre.

Cette section contient des dispositions sur les injonctions, les dommages-intérêts et les mesures correctives. L'article 44 prévoit que les tribunaux sont habilités à rendre des injonctions, c'est-à-dire à ordonner à une partie de cesser de porter atteinte à un droit, y compris d'empêcher l'introduction, dans les circuits de distribution nationaux, de marchandises importées qui impliquent une atteinte aux droits de propriété intellectuelle. Les Membres n'ont pas l'obligation d'habiliter les tribunaux à agir lorsqu'une personne agit de bonne foi. L'article 45 prévoit que les tribunaux doivent être habilités à ordonner au contrevenant, du moins s'il agit de mauvaise foi, de verser au détenteur du droit des

dommages-intérêts adéquats. Ils doivent aussi être habilités à ordonner au contrevenant de payer au détenteur du droit les frais. Ces derniers pourront comprendre les honoraires d'avocat appropriés. Dans les cas appropriés, les Membres pourront autoriser les tribunaux à ordonner le recouvrement des bénéfices et/ou le paiement des dommages-intérêts préétablis même si le contrevenant agit de bonne foi.

Afin de créer un moyen de dissuasion efficace contre les atteintes aux droits, l'article 46 exige que les autorités judiciaires soient habilitées à ordonner que les marchandises qui portent atteinte à un droit soient écartées des circuits commerciaux ou, lorsque cela est possible du point de vue constitutionnel, détruites. De même, il doit être possible d'écarter les matériaux et instruments ayant principalement servi à la fabrication des marchandises en cause. Lors de l'examen de telles demandes, les tribunaux doivent tenir compte de la proportionnalité de la gravité de l'atteinte et des mesures correctives ordonnées ainsi que des intérêts des tiers. Pour ce qui concerne les marchandises de marque contrefaites, il est précisé que le simple fait de retirer la marque de fabrication ou de commerce apposée de manière illicite ne sera pas suffisant, si ce n'est dans des circonstances exceptionnelles, pour permettre l'introduction des marchandises dans les circuits commerciaux.

Les autorités judiciaires peuvent être habilitées à ordonner au contrevenant d'informer le détenteur du droit de l'identité des tiers participant à la production et à la distribution des marchandises ou services en cause, ainsi que de leurs circuits de distribution (article 47). Cette possibilité vise à aider les détenteurs de droits à identifier la source des marchandises qui portent atteinte à leurs droits et à prendre les mesures appropriées contre d'autres personnes dans les circuits de distribution. Cette disposition doit être appliquée de manière proportionnée à la gravité de l'atteinte.

Cette section contient certaines garanties contre l'utilisation abusive des procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle. L'article 48 prévoit que les autorités judiciaires doivent être habilitées à ordonner au requérant qui a utilisé abusivement des procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle d'accorder un dédommement adéquat au défendeur qui a été injustement requis de faire ou de ne pas faire, en réparation du dommage subi et des frais supportés. Ces frais peuvent comprendre les honoraires d'avocat appropriés. Les autorités et les agents publics ne sont dégagés de leur responsabilité qu'ils exposent à des mesures correctives appropriées que dans les cas où ils ont agi ou eu l'intention d'agir de bonne foi dans le cadre de l'administration de la loi.

L'article 49 indique que, dans la mesure où une mesure corrective civile peut être ordonnée à la suite de procédures administratives concernant le fond de l'affaire, ces procédures seront conformes à des principes équivalant en substance à ceux qui sont énoncés dans la présente section.

### Mesures provisoires

L'article 41 prévoit que les procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle doivent permettre une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte aux droits de propriété intellectuelle et comprendre des mesures correctives rapides. Puisque ces procédures judiciaires peuvent prendre un certain temps, il est nécessaire que les autorités judiciaires soient habilitées à accorder au détenteur du droit une aide provisoire pour mettre fin immédiatement à l'atteinte alléguée. Les dispositions relatives aux mesures provisoires figurent à l'article 50. Celui-ci exige que chaque pays fasse en sorte que ses autorités judiciaires soient habilitées à ordonner l'adoption de mesures provisoires rapides et efficaces.

Elles doivent être possibles à l'égard de tout droit de propriété intellectuelle. Ces mesures provisoires doivent être possibles dans deux cas. D'une part, lorsqu'elles sont nécessaires pour empêcher qu'un acte portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle ne soit commis et pour empêcher l'introduction, dans les circuits commerciaux, de marchandises portant atteinte à des droits; y compris pour empêcher la dispersion dans les circuits de distribution nationaux de marchandises importées portant atteinte à des droits immédiatement après leur dédouanement. D'autre part, lorsque ces mesures sont nécessaires pour sauvegarder les éléments de preuve pertinents relatifs à cette atteinte alléguée.

L'utilisation efficace des mesures provisoires peut nécessiter d'entreprendre une action sans informer préalablement l'autre partie. Ainsi, les autorités judiciaires doivent être habilitées à adopter des mesures provisoires sans que l'autre partie soit entendue dans les cas où cela sera approprié, en particulier lorsqu'il est retenu que la mesure à causer un préjudice irréparable au détenteur du droit ou lorsqu'il existe un risque démontrable de destruction des éléments de preuve (paragraphe 2).

Les tribunaux peuvent exiger du requérant qu'il fournisse tout élément de preuve raisonnablement accessible établissant qu'il est le détenteur du droit et qu'il est porté atteinte à son droit ou que cette atteinte est imminente (paragraphe 3). Le requérant peut aussi être tenu de fournir des renseignements nécessaires à l'identification des marchandises (paragraphe 5). Lorsque des mesures provisoires sont étadiées sans que l'autre partie ait été entendue, les parties affectées doivent en être avisées, sans délai après l'exécution des mesures au plus tard. Le défendeur a le droit de demander une révision afin qu'il soit décidé, dans un délai raisonnable après la notification des mesures, si celles-ci seront modifiées, abrogées ou confirmées (paragraphe 4).

Les dispositions relatives aux mesures provisoires contiennent certaines garanties contre l'utilisation abusive de ces mesures. L'autorité judiciaire peut demander au requérant de constituer une caution ou une garantie équivalente suffisante pour protéger le défendeur et prévenir les abus (paragraphe 3). Les mesures provisoires seront abrogées ou cesseront de produire leurs effets d'une autre manière à la demande du défendeur, si le requérant n'engage pas une procédure conduisant à une décision au fond dans un délai raisonnable qui sera déterminé par l'autorité judiciaire ordonnant les mesures. En l'absence d'une telle détermination, ce délai ne doit pas dépasser 20 jours ouvrables ou 31 jours civils si ce délai est plus long (paragraphe 6). Dans les cas où les mesures provisoires seront abrogées ou cesseront d'être applicables en raison de toute action ou omission du requérant, ou dans les cas où il sera constaté ultérieurement qu'il n'y a pas eu d'atteinte ou menaced'atteinte à un droit de propriété intellectuelle, les autorités judiciaires seront habilitées à ordonner au requérant, à la demande du défendeur, d'accorder à ce dernier un dédommagement approprié en réparation de tout dommage causé par ces mesures (paragraphe 7).

Les principes susmentionnés s'appliquent aussi aux procédures administratives dans la mesure où une mesure provisoire peut être ordonnée à la suite de telles procédures (paragraphe 8).

#### Prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière

Dans la partie de l'Accord sur les ADPIC consacrée aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, l'accent est mis sur les mécanismes d'action internes qui, s'ils sont efficaces, permettront de mettre fin à l'activité qui porte atteinte aux droits à la source, le point de production. Lorsque cela est possible, ils agissent d'un moyen plus efficace de faire respecter les droits de propriété intellectuelle et moins susceptible de créer des risques de

discrimination à l'égard des importations que les mesures spéciales à la frontière. Cependant, l'accord reconnaît que cette sanction à la source n'est pas toujours possible et qu'en tout état de cause tous les pays n'ont pas parties à l'Accord sur les ADPIC. Il reconnaît donc aussi l'importance des procédures destinées à faire respecter les droits à la frontière qui permettent au détenteur de droits d'obtenir la coopération des administrations douanières pour empêcher la mise en libre circulation de marchandises importées portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle. Les prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière figurent dans la section 4 de la partie de l'accord consacrée aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle.

Conformément à l'article 51 de l'accord, les marchandises qui doivent être soumises à des procédures destinées à faire respecter les droits à la frontière doivent inclure au moins les marchandises de marque contrefaites et les marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur qui sont présentées à l'importation (voir la note 14 de cet article pour une définition précise de ces termes). L'article laisse aux gouvernements des Membres les soins de décider d'inclure les importations de marchandises qui impliquent d'autres atteintes à des droits de propriété intellectuelle. Les Membres sont aussi libres de déterminer s'ils appliquent ces procédures aux importations parallèles. Ceci est confirmé dans la note 13 de l'article, selon laquelle il est entendu qu'il n'est pas obligatoire d'appliquer ces procédures aux importations de marchandises mises sur le marché d'un autre pays par le détenteur du droit ou avec son consentement. Conformément à l'article 60, les Membres peuvent exclure de l'application de ces procédures les importations *de minimis*, c'est-à-dire les marchandises sans caractère commercial contenues en petites quantités dans les bagages personnels des voyageurs ou expédiées en petits envois. L'article 51 laisse aux Membres les soins de décider d'appliquer ou non des procédures correspondant à la suspension par les autorités douanières de la mise en circulation de marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle destinées à être exportées de leur territoire ou de marchandises en transit.

L'accord prescrit un mécanisme fondamental selon lequel chaque Membre doit désigner une "autorité compétente" auprès de laquelle les détenteurs de droits déposeront les demandes d'action au niveau douanier (article 51). Les autorités douanières, un tribunal ou un autre organe administratif ou judiciaire pourraient être des autorités compétentes. Le détenteur du droit qui présente une demande à l'autorité compétente devra fournir des éléments de preuve adéquats de l'atteinte présumée à son droit de propriété intellectuelle, ainsi qu'une description suffisamment détaillée des marchandises pour que les autorités douanières puissent les reconnaître facilement. Les autorités compétentes feront alors savoir au requérant si elles ont ou non fait droit à sa demande et, dans l'affirmative, pour combien de temps, et elles donneront les instructions nécessaires aux agents des douanes (article 52). Ensuite, il appartient au requérant d'engager la procédure conduisant à une décision au fond. L'accord impose la mise en place d'un système grâce auquel l'action peut être engagée sur la base d'une demande émanant d'un titulaire de droits, mais il laisse aux Membres les soins de décider s'il s'exige des autorités compétentes qu'elles agissent de leur propre initiative. L'article 58 contient certaines dispositions additionnelles applicables à l'action menée d'office.

Les dispositions relatives aux mesures à la frontière prévoient la prise de mesures essentiellement provisoires contre les importations de marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle. Cette section reprend un bon nombre de garanties du même type que celles qui sont prévues pour prévenir des abus à l'article 50 relatif aux mesures judiciaires provisoires. Les autorités compétentes peuvent exiger du requérant qu'il constitue une caution ou une garantie équivalente suffisante pour protéger les défendeurs et les autorités compétentes et prévenir les abus. Cependant, cette caution ou garantie équivalente



ne doit pas être telle qu'elle décourage indûment le recours à ces procédures (article 53.1). L'importateur et le requérant doivent être avisés dans les moindres délais de la rétention des marchandises (article 54). Si le détenteur du droit n'est engagé par la procédure conduisant à une décision au fond dans les 10 jours ouvrables, les marchandises seront en principe mises en libre circulation (article 55). Lorsque des marchandises comportent une atteinte alléguée à des dessins ou modèles industriels, des brevets, des schémas de configuration ou des renseignements non divulgués, l'importateur doit avoir la faculté de les faire mettre en libre circulation moyennant le dépôt d'une caution suffisante pour protéger le détenteur du droit de toute atteinte à son droit, même si la procédure conduisant à une décision au fond a été engagée (article 53.2). Lorsque la procédure judiciaire sur le fond de l'affaire a été engagée, l'autorité judiciaire peut maintenir la suspension de la circulation des marchandises conformément à une mesure judiciaire provisoire. Dans ce cas, les dispositions de l'article 50 relatives aux mesures provisoires s'appliquent. Il peut être exigé du requérant qu'il verse un dédommagement approprié aux personnes dont les intérêts ont été lésés du fait de la rétention injustifiée de marchandises ou de la rétention de marchandises mises en libre circulation parce que le requérant n'a pas engagé à temps la procédure conduisant à une décision au fond (article 56).

Les autorités compétentes doivent être habilitées à ménager au détenteur du droit une possibilité suffisante de faire inspecter toutes les marchandises retenues par les autorités douanières afin d'établir le bien-fondé de ses allégations. Lorsqu'une décision au fond fait apparaître que les marchandises portent atteinte à un droit, l'accord laisse aux Membres le soin de décider s'ils accordent au détenteur du droit le droit d'être informé des coordonnées d'autres personnes dans le circuit de distribution de manière à pouvoir engager des actions appropriées contre elles (article 57).

En ce qui concerne les mesures correctives, les autorités compétentes doivent être habilitées à ordonner que les marchandises qui portent atteinte à des droits soient détruites ou écartées des circuits commerciaux de manière à éviter de causer un préjudice au détenteur du droit. Les principes figurant à l'article 46 sur les mesures correctives civiles, comme le critère de proportionnalité, s'appliquent aussi aux mesures à la frontière. Pour ce qui est des marchandises de marque contrefaites, les autorités ne peuvent pas permettre la réexportation en l'état des marchandises en cause, ni les assujettir à un autre régime douanier, sauf dans des circonstances exceptionnelles. Ces mesures correctives sont sans préjudice des autres droits d'engager une action qu'ait le détenteur du droit, comme le droit d'obtenir des dommages-intérêts grâce à une action civile, et sont aussi subordonnées au droit du défendeur de demander une révision par une autorité judiciaire (article 59).

### Procédures pénales

La cinquième et dernière section du chapitre de l'Accord sur les ADPIC consacré aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle porte sur les procédures pénales. Selon l'article 61, l'application de telles procédures doit être prévue au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. L'accord laisse aux Membres le soin de décider de prévoir l'application de procédures et de sanctions pénales aux autres actes portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle, en particulier lorsqu'ils sont commis délibérément à une échelle commerciale.

Les sanctions doivent inclure l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, et s'orienter en rapport avec le niveau des peines appliquées pour des délits de gravité correspondante. Dans les cas appropriés, les sanctions pénales possibles incluront également la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et des matériaux et instruments ayant servi à les produire.

### Informations sur l'exécution

Soixante-dix-neuf Membres ont fourni des réponses à une liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, expliquant comment ils exécutent les obligations figurant dans la partie III de l'Accord sur les ADPIC. Ces réponses peuvent être obtenues en ligne sur le site Web de l'OMC à l'adresse suivante <<http://www.wto.org>>. Sélectionnez "document" puis tapez la cote du document "IP/N/6/-". Les réponses de chaque Membre à la liste des questions sont récapitulées séparément dans un document de cette série. La liste des questions figure dans le document IP/C/5.

Ces Membres ont aussi répondu aux questions posées par d'autres délégations dans le cadre d'un examen réalisé par le Conseil des ADPIC. Les résultats de cet examen sont communiqués actuellement aux Membres et aux observateurs dans la série de documents "IP/Q4/-". Les réponses de chaque Membre aux questions des délégations s'figurent dans un document distinct de cette série et sont aussi accessibles en ligne à partir du site Web de l'OMC.

[L'annexe III suit]

## ANNEXE III

L'ÉQUATEUR EST AUTORISÉ À PRENDRE DES MESURES DERÉTORSION  
DANS LE DOMAINE DES ADPIC  
(WT/DS27/ARB/ECU)

Le 24 mars 2000, des arbitres ont rendu une décision à la suite d'une demande de l'Équateur qui souhaitait être autorisé par l'organe de règlement des différends à prendre des mesures derétorsion parce que les Communautés européennes n'étaient pas conformes aux décisions rendues contre elles par le groupe spécial et l'organe d'appel dans le litige des *bananes*, qui avaient jugé que les Communautés européennes violaient plusieurs accords de l'OMC dans le secteur du commerce des marchandises et du commerce des services. L'an dernier, les États-Unis d'Amérique – l'un des autres plaignants dans cette affaire – avaient été autorisés à prendre des mesures derétorsion, c'est-à-dire à suspendre des concessions ou d'autres obligations leur incombant à l'égard des Communautés européennes dans le cadre de l'OMC, pour un montant maximum de 191 millions de dollars É.-U. Dans l'affaire de l'Équateur, les arbitres ont conclu que la rétorsion pouvait être autorisée pour un montant maximum de 201,6 millions de dollars É.-U. par an.

L'Équateur sera autorisé à suspendre, notamment, des obligations dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. Le mémorandum d'accord sur le règlement des différends autorise la rétorsion au titre d'un autre accord que celui qui a été violé si la suspension des concessions ou d'autres obligations n'est pas possible ni efficace au titre de l'accord de l'OMC en cause. Cependant, l'Équateur a indiqué qu'il préférerait que les Communautés européennes apportent des ajustements à leur régime d'importation de bananes qui seraient conformes aux décisions du groupe spécial et de l'organe d'appel. Cependant, si les Communautés européennes ne retirent pas les éléments incriminés de leur régime de commerce de bananes, l'Équateur peut revenir à la suspension de concessions.

Les arbitres ont reconnu que, si la rétorsion est ainsi mise en œuvre, l'Équateur devra peut-être revenir à l'Accord sur les ADPIC. Ils ont cependant indiqué un certain nombre de points que l'Équateur devra prendre en considération à cet égard :

a) La suspension des obligations dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC devrait être limitée aux détenteurs de droits qui sont des ressortissants des Communautés européennes (en fait, l'Équateur a indiqué qu'il demanderait l'autorisation de suspendre les concessions à l'égard de seulement 13 des États membres des Communautés européennes, excluant ainsi les Pays-Bas et le Danemark qui avaient voté contre l'adoption du régime en question à l'égard des bananes. Les secteurs des ADPIC dans lesquels l'Équateur a indiqué qu'il envisageait des mesures de rétorsion sont ceux des droits voisins concernant des enregistrements sonores, des indications géographiques et des dessins et modèles industriels). À cet égard, il sera peut-être difficile d'appliquer la suspension d'obligations en cas de pluralité de détenteurs de droits concernés par l'objet d'un droit de propriété intellectuelle donné, par exemple si le producteur d'un enregistrement sonore est un ressortissant d'un des 13 États membres visés mais que l'artiste interprète ou exécutant dont l'interprétation ou l'exécution est fixée sur l'enregistrement sonore n'est pas ressortissant d'un des pays.

b) Il y avait une divergence de vues entre les parties sur le point de savoir si des suspensions d'obligations énoncées dans l'Accord sur les ADPIC seraient autorisées pour le cas où elles portaient atteinte dans le même temps à des obligations découlant de conventions de l'OMPI. À cet égard, les arbitres ont fait remarquer que la plupart des dispositions des conventions de Berne et de Paris figuraient aussi dans l'Accord sur les ADPIC et constituaient des obligations énoncées dans ce dernier accord à l'égard desquelles des mesures de rétorsion pouvaient être autorisées au titre du mémorandum d'accord sur le règlement des différends de l'OMC. La clause de sauvegarde de l'article 2.2 de l'Accord sur les ADPIC concernant, notamment, ces conventions ne modifiait rien de cela. Ils ont aussi fait observer qu'il ne leur appartenait pas d'examiner des problèmes susceptibles de se poser en relation avec d'autres obligations internationales par suite de la suspension d'obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC.

c) Des copies d'enregistrements sonores produites en Équateur pendant la période de suspension restent des copies réalisées sans autorisation du détenteur du droit, c'est-à-dire que d'autres pays ne peuvent pas les importer légalement si le détenteur des droits sur l'enregistrement sonore est titulaire de droits dans ces pays. Les obligations des autres Membres restent en vigueur à l'égard de ces copies.

d) Les arbitres ont pris note de l'intention de l'Équateur de mettre en œuvre la possibilité de rétorsion demandée en établissant un système de licences lui permettant de garder le contrôle sur le volume des copies réalisées pendant la période de rétorsion (et sur la valeur qu'elles représentent).

e) Les arbitres ont aussi observé que la rétorsion est une mesure temporaire en attendant que le pays visé respecte ses obligations (décourageant ainsi des investissements qui pourraient ne pas s'avérer viables à long terme).

[Fin des annexes et du document]